

Environnement

Bilan du programme à moyen terme 2004-2008



Bernard GUIBERT
INSEE DCSRI

Page 1



Le bilan général du programme 2004-2008 du Cnis

- › Les investissements lourds réalisés
- › La mutation d'Internet pour l'accès aux données
- › Les demandes adressées à la statistique publique

Des investissements lourds

- › **Le recensement de la population : la fin très attendue du cycle quinquennal**
- › **La refonte des grands répertoires**
- › **Utilisation des sources administratives**
- › **L'observation des prix s'améliore**
- › **La diffusion gratuite par l'internet**
 - **L'accès aux fichiers pour les chercheurs**

La diffusion gratuite par l'internet

- › Tous les producteurs ont généralisé l'accès gratuit par l'internet
 - › Ouverture du site de la statistique publique
 - › L'accès aux métadonnées reste souvent à améliorer
- Le site Internet de l'Ifen est particulièrement visité

Diffusion et accessibilité des données dans le domaine de l'environnement

- › Enrichissement et rénovation du site internet de l'Ifen:
 - accès gratuit à presque toutes les informations produites
 - consultations du site en forte croissance régulière.
- › Base de données régionales, destinée en particulier aux collectivités territoriales, elles-mêmes productrices de données
- › Amélioration de la diffusion via les Diren des résultats régionaux et départementaux
- › Constitution d'une base de données communales (bilans de territoires).
- › Amélioration et simplification de la gamme éditoriale de l'Ifen
- › Publication en 2006 du rapport quadriennal « L'état de l'environnement en France »

Nouvelles demandes adressées à la statistique publique

- › Prégnance des besoins régionaux et locaux
- › Les initiatives européennes
- › Évaluation des politiques publiques
- › Développement durable
- › Globalisation

Toutes concernent tout particulièrement la
formation environnement

Contexte: une sensibilité et une curiosité croissantes de l'opinion publique

- › Le principe de participation, un des 4 principes du « développement durable » posés dès la loi de 1995, présuppose le droit à l'information :
 - Convention d'Aarhus (1998), transposée en droit interne en octobre 2005 ;
 - Loi sur les risques du 31 juillet 2003 (CLIC) ;
 - Charte de l'environnement intégrée à la Constitution en 2005.
- › Augmentation de la sensibilité et de la réactivité du public
- › Orientations prioritaires nationales et européennes :
 - changement climatique,
 - biodiversité,
 - politique de l'eau,
 - prévention des risques,
 - développement durable.
- › Importance de la coordination interministérielle

Avis 1- Règlement statistique européen "déchets"

› Règlement statistique européen biennal « déchets »:

- volume des déchets produits annuellement
- différents agents économiques (ménages, différents secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le bâtiment etc.) à l'origine des déchets
- devenir (recyclage, valorisation, décharge, incinération, stockage etc.).

› Réponses:

Première réponse fournie à Eurostat en 2006 pour les déchets de l'année 2004 à partir d'une enquête spécifique en 2006 pour compléter les données administratives courantes, de l'Ademe notamment.

Deuxième réponse en cours sur les déchets de 2006.

› Enquêtes de l'Ademe

- Mise à jour en 2007 de la clé (datant de 1992) estimant le partage des déchets entre ménages et commerçants.
- Enquêtes annuelles de l'Ademe ITOM (installations de traitement des ordures ménagères) sur les volumes, sur les coûts d'incinération.
- Allègement de la charge de réponse des CT grâce à l'outil SINOE (Système d'INformation et d'Observation de l'Environnement).

Avis 2 Gestion de l'eau

- › Préparation de la mise en œuvre de la future Directive « eau »
 - La Direction de l'eau a demandé à l'Ifen de monter un dispositif pour répondre aux demandes de la future directive cadre européenne sur l'eau.
 - Exploitation des comptes des collectivités locales.
- › Enquêtes (Direction de l'eau-Ifen –Scees) auprès des collectivités locales pour les années 1998, 2001, 2004 et 2008 (à venir) sur les services
 - d'eau potable
 - d'assainissement des eaux usées.
- › Enquêtes sur les
 - Prélèvements en eau effectués par les agents économiques
 - Présence des pesticides dans les eaux
 - Evaluation des flux de polluants apportés en mer par les cours d'eau.

L'estimation globale souhaitée des substances polluantes dans les eaux n'a pas été améliorée (difficultés techniques et méthodologiques).

Avis 3 - Indicateurs de développement durable (IDD)

- › Travaux pionniers de conception de l'Ifen en collaboration avec les SSM: première batterie en 2004.
- › La batterie d'IDD (12) adoptée en France en 2006 reprend celle d'Eurostat pour évaluer
 - la stratégie nationale de développement durable (SNDD)
 - la stratégie européenne de développement durable (SEDD) définie à Göteborg (2001 révisée en 2006).

Avis 4 - Occupation de l'espace

- › Le programme européen *Corine land cover*
 - cartographie de l'occupation des sols en 2000 à partir d'observations par satellite.
 - achevée en 2005.
 - analyse des changements d'occupation des sols.
 - croisement de sa base de données avec d'autres bases géographiques ou statistiques.
 - nouvelle édition de *Corine land cover* relative à 2006.
- › L'opération *Teruti* : un réseau d'enquêteurs du ministère de l'agriculture recueille des observations sur le terrain
- › « Référentiel à grande échelle" (RGE) de l'IGN pour la localisation fine des données d'origine administrative.

Avis 5 - Impacts sur l'environnement des activités humaines

1 Emissions de nuisances

› Émissions de différentes nuisances par les différents secteurs productifs

- Ifen (avec D4E): rapports thématiques « agriculture et environnement », « transports et environnement » présentés à la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (CCEE) ainsi qu'à celles des transports et de l'agriculture
- Scees:
 - questions environnementales dans certaines enquêtes.
 - enquête sur la gestion de l'eau et de l'assainissement
- Sessi: enquête ANTIPOLE sur les dépenses et les investissements des entreprises contre la pollution.

› Installations classées:

- fichiers gérés par les DRIRE, les DRAF, les DDAF ou les préfetures selon les établissements.
- centralisation à organiser (attribution des n° Siret) et à exploiter .

Avis 5 Impacts sur l'environnement des activités humaines

2 Impacts selon les milieux

› Sols:

- Investissement lourd pluriannuel du GIS « sol » créé en 2002 (ministères de l'agriculture et de l'écologie, Ademe, INRA et IRD) pour suivre l'évolution de la législation nationale la prochaine directive européenne
- Couverture complète du territoire métropolitain en sept ans.
- Premier cycle d'observations terminé en 2008.
- GIS renouvelé pour 2006-2011.

› Littoral:

- "Observatoire du littoral" créé en 2004 en partenariat.

› Air

- BDQA, gérée par l'Ademe (associations de mesure de la qualité de l'air)
- Inventaires d'émissions dans l'atmosphère du Citepa
- « Spatialisation » par l'Ifen des données de la BDQA
- Publication d'indicateurs synthétiques annuels sur l'évolution de la pollution de l'air en milieu urbain et sur l'exposition des populations.

Page 3

Avis 5 : Impacts sur l'environnement des activités humaines

3 Interactions entre économie et environnement

- › Mise en œuvre par l'Ifen de la méthode *NAMEA d'Eurostat* (National Accounting Matrix including Environmental Accounts):
 - émissions générées par la demande finale grâce aux coefficients du TES pour
 - l'air, l'eau et l'énergie.
- › Rien sur les nuisances sonores (une des principales préoccupations des Français).
- › *Compte des dépenses de protection de l'environnement* présenté chaque année à la CCEE:
 - meilleure prise en compte de certains domaines (recherche-développement, cadre de vie),
 - partage volume-prix de la croissance des dépenses pour l'eau et les déchets.
- › Projet de règlement européen sur les *comptes de flux de matières*

Avis 6 - Exploitation des fichiers de gestion des collectivités territoriales

- › L'Ifen s'appuie sur le SCEES qui interroge les communes et les syndicats intercommunaux.
- › La Direction de l'eau crée un « observatoire » (ONEMA) pour exploiter les "rapports des Maires" obligatoires de la loi sur l'eau.

Travaux réalisés non prévus 1

› Biodiversité : faune, flore et habitats

- « Observatoire de la biodiversité ordinaire », confié à l'Ifen et au Scees, dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité
- Création par la DNP en 2007 d'un Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) pour mobiliser tous les réseaux d'observation de la nature.
- Meilleure connaissance des espaces protégés (parcs naturels, zones Natura 2000, réserves naturelles, zones humides) par croisement des
 - contours des espaces protégés gérés par le Muséum national d'histoire naturelle
 - données sur l'économie et la démographie
 - données sur l'occupation de l'espace (Corine land cover).

› Emploi, éco-activités

- estimation annuelle indirecte des emplois environnementaux
- inventaire des formations professionnelles à l'environnement et de leurs débouchés (avec le CEREQ)

Travaux réalisés non prévus 2

› Risques

- dispositifs d'information et de veille de la loi du 31 juillet 2003
- système d'information Santé Environnement avec l'AFSSET
- enjeux humains et économiques exposés au risque inondation:
 - modèle testé pour quelques régions pour le risque inondation permettant des extrapolations macroéconomiques fiables
 - vérification de la possibilité de généraliser aux différents types d'enjeux (bâtiments, installations industrielles etc.) et aux autres risques ou nuisances (installations classées, glissements de terrain, bruits, etc.)

› Aspects sociaux et perception de l'environnement

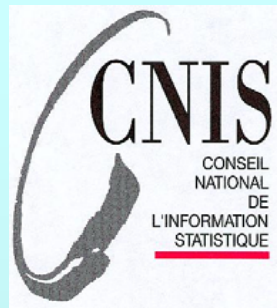
- enquêtes récurrentes, notamment par le Credoc, sur l'opinion publique sur l'environnement,
- enquête sur le sentiment d'exposition des Français aux risques naturels et technologiques en relation avec leur domiciliation,
- questions portant sur les pratiques environnementales des ménages dans l'EPVCM 2006
- rapport à la CCEE en 2007 sur les « aspects sociaux de l'environnement »

Thèmes émergents

- › Politiques de lutte contre les conséquences du réchauffement climatique
 - Suivi des des objectifs chiffrés en matière d'émissions de gaz à effet de serre
- › État des milieux (biodiversité, montagne, paysages)
- › L'impact des activités économiques sur l'environnement
 - effets de l'environnement sur l'agriculture et réciproquement dans le cadre des négociations de l'OMC
 - du règlement européen sur la vente et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture ;
 - lien entre la santé et l'environnement suite
 - à la création en 2003 de l'AFFSET
 - au lancement du plan national santé environnement (PNSE) ;
 - extension de la méthode testée pour les inondations (autres risques, hexagone) ;
 - bruit ;
 - mouvements internationaux de déchets: électroniques, bateaux désarmés etc.
- › Eco-activités
- › Droit à l'information sur l'environnement (Convention d'Aarhus)

De l'environnement au développement durable : quelles priorités ?

- › Demandes croissantes des instances internationales
 - (ONU, OCDE, EUROSTAT, Agence européenne pour l'environnement) de données quantitatives sur le développement durable
 - selon le classement établi chaque année par l'AEE rang très honorable de la France pour son taux de réponse et amélioration continue de ce dernier.
- › Union européenne:
 - Intégration (inachevée) des stratégies de Lisbonne et de Göteborg
 - Intégration des indicateurs statistiques associés (IDD et PPIEE).
- › « Grenelle de l'environnement » :
 - Chiffrage ou pas des engagements politiques fédérés par le Grenelle
 - Risques de conséquences urgentes et importantes pour le SSP
 - Intégration par chaque formation du Cnis du développement durable (conformément à l'avis général n° 2 du Cnis pour 2004 – 2008).



Merci pour votre attention

Bernard Guibert
13/06/2008

